

et qu'il y avait un gouvernement libéral à Halifax, de même qu'à Ottawa, pas un sou à l'époque n'a été versé aux mineurs de Pictou par le gouvernement provincial ou fédéral pour les aider à se trouver un emploi et je puis affirmer au comité que le plein emploi ne régnait pas à Pictou à l'époque. Voilà où les ennuis ont réellement commencé.

Monsieur le président, je désire interrompre mes observations pour permettre au premier ministre de faire sa déclaration.

Le très hon. M. Diefenbaker: Je demande que l'on revienne maintenant à l'appel des motions.

(Rapport est fait de l'état de la question.)

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'INDE—DÉCLARATION DU CONSORTIUM SUR LES ENGAGEMENTS D'ASSISTANCE

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Je remercie les membres de la Chambre d'avoir consenti à revenir aux motions. Si je tiens à revenir aux motions, c'est afin de déposer une déclaration qui a également été émise dans les autres pays intéressés.

La Chambre se souviendra que le Canada était représenté cette semaine aux réunions d'un consortium de pays et d'organismes internationaux qui s'intéressent au financement des besoins de l'Inde, en matière de change étranger, pour mener à bien son troisième plan quinquennal. A l'issue de la réunion, hier, une déclaration a été émise dont je vais déposer des exemplaires pour la gouverne des députés.

Je ne tenterai pas de répéter en détail ce que renferme cette déclaration. Assistaient à la réunion des représentants du Canada, de la république fédérale d'Allemagne, du Japon, du Royaume-Uni et des États-Unis, ainsi que des représentants de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et de l'Agence internationale de développement. La France s'est jointe au consortium au cours des entretiens.

Lors de cette réunion, les membres du consortium ont pris des engagements financiers, en vue de venir en aide à l'Inde, lesquels s'élèvent à plus de 2 milliards de dollars pour les deux premières années du plan quinquennal. Grâce à ces importants engagements, l'Inde devrait pouvoir mettre sur pied ce projet d'expansion économique avec l'espoir de parvenir à réaliser ses objectifs. Le groupe a reconnu qu'afin de mener le projet à bien, non seulement l'Inde devrait affecter des ressources très considérables pour le financer, mais elle devra compter

[M. MacEwan.]

aussi sur un afflux de capitaux très important, tant du secteur privé que du secteur public.

Pour les deux premières années, les engagements se sont élevés en tout à 2,225 millions de dollars, y compris 56 millions du Canada. Cette contribution du Canada a été de 28 millions pour chacune des deux années, ce montant qui comprend 18 millions par année, à titre d'aide accordée en vertu du Plan de Colombo, et 10 millions pour chacune des deux années, que le gouvernement s'est engagé à accorder, sous la forme de crédits à l'exportation, à condition que le Parlement approuve des modifications à la loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, et en prévision de laquelle un projet de résolution figure au *Feuilleton* en ce moment.

En plus de ces engagements, les États-Unis se sont chargés de venir en aide à l'Inde, en mettant à sa disposition des denrées excédentaires. L'Inde reçoit également des dons de blé du Canada. Je signale que ces dons viennent s'ajouter à l'engagement de 28 millions par année pour les deux premières années. Nous avons mis de côté un montant de 7 millions de dollars, cette année, en prévision d'une demande de blé de l'Inde. La Chambre se souviendra que, l'an dernier, nous avons fourni à l'Inde, à sa demande, du blé pour ce même montant.

Tous les députés, j'en suis sûr, se réjouiront de l'heureuse issue de cette réunion internationale, qui revêt une importance primordiale pour la cause de la paix. En temps utile, le Parlement sera prié de prendre les mesures nécessaires, afin de permettre au Canada d'assumer sa part de ces engagements. D'après la déclaration, les engagements pris lors des réunions de Washington en général sont soumis à l'autorisation législative.

Si on me le permet, monsieur l'Orateur, j'aimerais déposer quatre exemplaires de cette déclaration.

L'hon. L. B. Pearson (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, c'est avec intérêt que nous, qui siégeons de ce côté-ci de la Chambre, avons écouté la déclaration du premier ministre. Je m'empresse de signaler que nous nous réjouissons de la nouvelle, et de l'heureuse issue de la réunion du consortium qui a décidé de mettre au point des dispositions en vue d'aider l'Inde à réaliser son troisième plan quinquennal.

La chose est manifeste depuis des années, pour progresser, ou parvenir même à maintenir sa stabilité. L'Inde aura besoin que ses amis l'aident à être moins dépendante du change étranger. L'entente dont le premier ministre a fait mention est excellente en soi, puisqu'elle tend à venir en aide à l'Inde, mais la façon dont on y est venu est non moins